

Édifices publics, réparations, etc., \$483,000

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Une longue discussion a eu lieu au comité des comptes publics relativement à cette question. L'opinion du comité, si je puis y faire allusion, a été qu'aucune surveillance réelle n'était exercée aujourd'hui sur les dépenses de Rideau Hall, et qu'il en était ainsi depuis plusieurs années, puisqu'il était désirable que l'on essayât de surveiller ces dépenses. Nous allons avoir un nouveau gouverneur général, et il est peut-être possible d'inaugurer une nouvelle méthode. L'opinion générale a été qu'il vaudrait mieux fixer définitivement une certaine somme pour entretenir les terrains et faire ce qui est nécessaire sous ce rapport, le gouvernement devant soumettre ce crédit sous sa responsabilité, et demander une somme fixe, au lieu de laisser les choses sans aucun contrôle, comme on l'a fait jusqu'à présent; ce crédit pourrait être appliqué d'après une entente entre le gouvernement et les membres de l'état-major du gouverneur que l'on pourrait désigner, si cela était possible, ou dans tous les cas il pourrait être employé par le département avec l'entente que s'il fallait plus d'argent, le gouvernement serait obligé de le demander à la Chambre de la manière ordinaire. A l'heure qu'il est nous votons une somme ronde, et il n'y a virtuellement aucun contrôle. Je ne doute pas qu'il y ait eu beaucoup de négligence à ce sujet sous les diverses administrations, il y a eu beaucoup de discussion d'un caractère désagréable dans les journaux. Je ne crois pas que cette méthode devrait continuer d'exister. D'une manière ou d'une autre, on devrait arriver à un arrangement déterminé, et s'il y avait une bonne raison pour demander une nouvelle somme, le gouvernement pourrait soumettre un crédit motivé. Je crois que l'on ne devrait pas maintenir le système actuel. Personne n'est responsable, on murmure constamment, et l'on dit des choses désagréables, et je ne crois pas que la faute en soit au gouverneur général, mais que c'est à nous-mêmes et au gouvernement que nous devons nous en prendre.

Sir JOHN A. MACDONALD : Je partage en grande partie l'opinion de l'honorable député sur ce point. Je crois que les dépenses ont augmenté d'année en année. Je crois que l'on ne saurait mieux faire que de suivre le conseil de l'honorable député en fixant une somme déterminée pour les travaux, et ce que doit payer le gouvernement. Si le gouverneur général a besoin de sommes additionnelles, nous pouvons les demander au parlement. Je ne puis oublier que lorsque le traitement a été élevé de £7,000 à £10,000, j'ai moi-même promis en réponse à une interpellation de M. Holton, que les £10,000 couvriraient toutes les dépenses. Dans les commencements, elles n'ont guère excédé ce chiffre, si l'on excepte ce qu'il a fallu payer à quelques employés du dehors pour entretenir les terrains. Le gouverneur général a dit qu'il n'avait pas à entretenir ces grands terrains, et si nous ne tenions pas à les entretenir, nous pouvions les laisser à l'abandon. Avec cette exception, je crois que le gouverneur général a défrayé toutes les dépenses. On a installé des meubles de l'espèce la plus grande, et les dépenses ont augmenté graduellement. Je ne regarderai pas en arrière pour voir qui a inauguré le système de l'extravagance dans l'augmentation des dépenses, telles que meubles, verreries et argenteries, mais toutes ces choses ont été fournies graduellement, et j'ai entendu dire que quelques-uns de ces articles étaient mystérieusement disparus, avec les changements de gouverneurs. Il fallait mettre fin à tout cela. Les remarques de l'honorable député de la gauche nous seront d'un très grand secours, j'en suis sûr, lorsque nous ferons les nouveaux changements projetés.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Jusqu'à quelle distance vers le nord ces études météorologiques s'étendent-elles ?

M. FOSTER : Jusqu'à Prince-Albert, et nous avons trois stations correspondantes sur la côte de Baie-d'Hudson. Il y a une station à Fort Kino, une autre à Dunegan, et une ou deux autres dans le Nord-Ouest.

Sir CHARLES TUPPER

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Sont-elles reliées par le télégraphe ?

M. FOSTER : Non, ce sont des stations de correspondance.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Pratiquement parlant, Prince-Albert est le point le plus au nord avec lequel nous ayons des communications télégraphiques ?

M. FOSTER : Oui.

Explorations dans les lacs Supérieur et Huron..... \$18,000

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Combien de temps est-il probable que ces explorations vont durer ?

M. FOSTER : Ces explorations ont été commencées primitivement dans le but d'étudier la baie Georgienne, mais on les a continuées vers le nord le long de la côte nord. Les travaux sur la baie Georgienne seront terminés cette année. Il faudra probablement trois ou quatre ans, y compris cette année, pour terminer tous les travaux.

Paiements aux commis surnuméraires pour avoir préparé les rapports ordonnés par le parlement. \$5,000

Sir RICHARD CARTWRIGHT : C'est peut-être aussi bien de demander ici quelques informations à une requête au sujet de ce qu'a dit dans cette Chambre l'honorable député de Wellington-Nord (M. McMullen), savoir, que quatre commis sessionnels ont retiré leur salaire, et n'ont pas rempli leurs devoirs.

Sir JOHN A. MACDONALD : Je vais envoyer à l'honorable député une explication, et si après cela il désire que je la lise, je le ferai.

Matériel nécessaire pour le département des impressions et pour l'atelier de reliure du gouvernement \$165,000

Sir RICHARD CARTWRIGHT : On a promis un état détaillé à ce sujet.

M. CHAPLEAU : L'an dernier la Chambre a eu un état détaillé, qui avait été préparé par M. Romaine, imprimeur expérimenté, et par l'imprimeur de la reine. Lorsque le surintendant de l'imprimerie a été nommé, on a pourvu à une augmentation de matériel, d'une valeur de \$32,000, consistant en presses et plusieurs améliorations modernes.

M. MITCHELL : A combien estime-t-on le matériel complet de cet établissement ?

M. CHAPLEAU : Nous avons voté \$128,000 l'an dernier; il faut ajouter à cette somme ces \$32,000, et \$63,000 pour le matériel requis pour l'impression des listes électorales.

M. MITCHELL : C'est un quart de million de piastres, à peu près la même somme qui a été souscrite pour l'Empire. Tout ce que je puis dire, c'est beaucoup d'argent. Je sais que les machines coûtent très cher. J'ai dû monter un établissement cette année, et c'est un établissement passablement bien monté, mais je crois que je pourrais en monter quatre ou cinq avec cette somme.

Je vois ici l'honorable ministre des chemins de fer (M. Pope), et je profite de cette occasion pour dire que depuis longtemps je n'ai rien vu qui m'ait autant fait plaisir que la figure joyeuse de mon honorable ami, avec qui j'ai eu de temps à autre des rapports sociaux et d'affaires; je profite de cette occasion pour lui rappeler que j'ai été beaucoup ennuyé par trois ou quatre réclamations relatives à l'embranchement de Derby, et j'espère qu'il ne les oubliera pas. Rien ne me fait plus plaisir que de revoir sa bonne vieille figure au milieu de nous. Personne n'a pris une plus grande part à la direction des affaires du pays—je n'excepte même pas le premier ministre—que notre ami respecté le ministre des chemins de fer. Il a été l'âme de l'administration, et je regrette que l'état de sa santé nous ait privés de sa présence durant la présente session. Peu d'hommes peuvent mieux que mon honorable ami garder ici une attitude ferme et répondre à toutes les attaques et à toutes les questions que